

LA COMMISSION DE RECOURS DE L'INVALIDITÉ (CRI)

I. Recours administratif préalable obligatoire

Vous venez d'être notifié d'une décision relative à une pension militaire d'invalidité (rejet, titre de pension ou fiche descriptive des infirmités), ou bien concernant les droits annexes (soins médicaux et appareillage, reconversion et accompagnement professionnel du pensionné militaire d'invalidité) avec laquelle vous n'êtes pas en accord : vous devez saisir la commission des recours de l'invalidité avant toute démarche auprès d'un tribunal administratif.

Instaurée en novembre 2019, cette commission est adossée à la Commission des Recours des Militaires (CRM) et est composée de 7 membres dont 2 représentants des associations de pensionnés, auxquels peuvent s'ajouter, un représentant de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS) ou de l'Office National des Combattants et Victimes de Guerre (ONaC VG) lorsque les contentieux les concerne.

II. Délais de saisine

Vous disposez de 6 mois à partir de la notification de la décision explicite que vous souhaitez contester pour saisir la CRI ou bien à compter de la naissance de la décision implicite de rejet (délais légal au terme duquel vous n'avez pas été notifié d'une décision correspondant à un rejet implicite).

Il est donc important de noter précisément la date à laquelle vous adressez vos demandes et à laquelle vous recevez les différentes décisions, dans l'idéal conservez les bordereaux de réception des courriers envoyés ou reçus avec accusé de réception.

III. Modalités de saisine

La CRI peut être saisie par **tous moyens écrits permettant de tracer la date d'envoi du recours** : courrier en recommandé avec accusé de réception (préconisé), mail sur la boîte fonctionnelle de la CRI : crm-cri.cmi.fct@def.gouv.fr. La saisine doit impérativement être datée et signée, faire apparaître clairement vos coordonnées et mentionner la décision contestée qui doit être jointe à votre recours. Elle doit être argumentée et étayée avec toutes les pièces que vous jugerez nécessaires pour permettre de revenir sur la décision que vous contester (pièces à joindre avec votre courrier).

Par exemple, dans le cas d'un recours contre un rejet PMI pour infirmité non imputable, ou décision ne retenant une part non imputable, il sera important d'apporter des éléments de preuve permettant de relier directement votre blessure à un fait de service : toute pièce de commandement, témoignage, note de service qui mettraient en avant votre présence. En cas de trajet « domicile-travail » à un horaire atypique, vous pouvez par exemple joindre une note de service relative à un exercice terrain qui précise un horaire de retour tardif, une copie du cahier d'ordre...

Dans le cas d'une contestation du taux d'invalidité proposé, il est essentiel de demander une copie du rapport d'expertise auprès du Service des Pensions et des Risques Professionnels (SPRP) qui vous

permettra de constater ce que le médecin expert a retenu et a proposé comme taux d'invalidité. Si le taux demandé par l'expert a été largement diminué par l'administration, cela sera un argument en votre faveur, à compléter évidemment par les éléments relatifs à votre prise en charge médicale.

IV. Traitement

A la réception de votre saisine, la recevabilité du recours est étudiée et un courrier vous sera adressé pour vous préciser :

- si le dossier est incomplet, les éléments nécessaires à la régularisation du recours seront à transmettre sous 15 jours ;
- si le recours ne relève pas de la CRI, il est transmis au service compétent par bordereau d'envoi et vous en êtes informé ;
- si le recours n'est pas formulé dans les délais, vous serez informé de la forclusion et donc de l'impossibilité pour la CRI de traiter votre recours ;
- si le recours est recevable et complet, vous recevrez un accusé de réception qui vous précisera le déroulé de l'instruction. Il vous sera proposé d'être auditionné par la commission (en présentiel à la CRI ou par visioconférence). Sans réponse de votre part sous 1 mois, votre recours sera examiné sur dossier.

Une fois le recours complet reçu, il est confié à un rapporteur qui contactera le service concerné (SPRP, CNMSS, ONaCVG) pour obtenir les éléments relatifs à la décision prise. Cet argumentaire vous sera communiqué et vous aurez la possibilité de transmettre des éléments complémentaires et observations. La CRI vous demandera également de vous positionner concernant le maintien de votre recours ou un éventuel désistement.

Si vous avez demandé à être auditionné lors de la commission, une convocation vous sera transmise un mois avant. Vous pouvez venir accompagné de la personne de votre choix (proche, avocat, médecin). Vos frais de transports seront pris en charge par l'Etat ainsi que ceux de votre accompagnateur si vous bénéficiez de la majoration tierce-personne PMI ou que la nécessité d'un accompagnant est justifié par votre état de santé). En cas d'empêchement, il faudra absolument justifier votre absence qui ne pourra justifier un report de votre audition à une prochaine commission que s'il s'agit d'un motif légitime.

Si vous êtes présent ou en visio-conférence, vous aurez la possibilité de présenter vos observations et les membres de la commission pourront vous questionner.

Vous ne serez en aucun cas présent lors de la délibération et de la décision. Celle-ci ne vous sera pas notifié le jour de la commission mais par écrit, à postériori.

Attention : il peut arriver, du fait de l'encombrement de la CRI, que celle-ci ne réponde pas à votre courrier. Dans ce cas, au bout de quatre mois après la date à laquelle vous avez déposé un recours, il faudra considérer qu'il y a une décision implicite de rejet. S'ouvre alors un délai de deux mois pour déposer une requête devant le tribunal administratif.

V. Et après ?

Si la CRI agréée totalement votre recours, une nouvelle décision devra être éditée par le service concernée, de même s'il s'agit d'un agrément partiel, la décision sera revue en conséquence.

En cas de rejet de votre recours, vous disposez de 2 pour saisir le Tribunal Administratif à partir de la notification de la décision de la CRI.

VI. Bénéficiaire du conseil d'un avocat pour saisir la CRI

Si vous êtes membre de l'Union des Blessés de la Face et de la Tête, vous pouvez demander à bénéficier d'un accompagnement juridique par l'association en vous rapprochant de votre délégué. Il est important de le faire le plus rapidement possible après la notification de la décision pour permettre à la commission d'accompagnement juridique d'instruire votre demande dans les meilleures conditions possibles, éventuellement solliciter l'avis d'un avocat avec lequel nous collaborons. Si la commission d'accompagnement juridique valide votre demande, vous serez orienté vers un avocat sélectionné par l'association et n'aurez aucune avance de frais à faire. Si vous souhaitez être accompagné par un autre avocat, vous pourrez bénéficier du remboursement partiel des frais sous conditions en sollicitant une aide par le biais de votre délégué.

Si vous n'êtes pas membre de l'UBFT, vous pouvez demander le bénéfice de l'aide juridictionnelle qui vous sera accordée sans condition de ressources dans le cadre d'un recours PMI.

VII. Coordonnées de la CRI

Adresse postale :

Commission de recours de l'Invalidité
14, rue Saint-Dominique
75700 PARIS SP07

Téléphone :

01 86 93 81 14
01 79 86 47 18

Mail :

crm-cri.cmi.fct@def.gouv.fr

Vous pouvez consulter cette page internet pour plus d'informations :

<https://www.defense.gouv.fr/sga/au-service-agents/soutien-aux-blesses/commission-recours-linvalidite#title-12999>